

Algérie : la crise du régime Bouteflika s'approfondit

Mobilisons-nous contre la répression, la misère et la soumission à l'impérialisme

vendredi 14 décembre 2018, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2018).

Sommaire

- [La crise du régime s'approfond](#)
- [La marge de manœuvre du \(...\)](#)
- [Le pouvoir doit choisir \(...\)](#)
- [L'obsession présidentielle](#)
- [Ni Rebrab ni Haddad : Les](#)

La crise mondiale du capitalisme néolibéral a redonné vie aux politiques protectionnistes dans les pays du Nord : victoires de Trump aux USA, du Brexit au Royaume-Uni, de l'extrême-droite en Autriche et en Italie et remontée de ce courant dans de nombreux pays européens. On assiste parallèlement à une intensification des résistances aux politiques antipopulaires : France, Grèce...

Cette crise accélère la dislocation de l'ordre impérialiste mondial : contestation de l'unilatéralisme américain par un nombre croissant de pays (Russie, Chine, Inde, Iran...), volonté de défendre la souveraineté nationale, impuissance des cadres multilatéraux (ONU, UA, Unesco...), course aux armements, ingérences et autres sanctions, violation de la « légalité internationale », agressions...

Les pressions impérialistes occidentales sur l'Etat algérien s'accroissent
L'UE presse le gouvernement algérien d'importer davantage de marchandises européennes. Les compagnies pétrolières occidentales l'ont poussé à élaborer une nouvelle loi sur les hydrocarbures plus avantageuse pour elles et ont arraché le lancement de la prospection offshore, l'exploitation du gaz de schiste... Des groupes américains de l'agro-business tentent d'acquérir des fermes-pilotes (partenariat public-privé) afin de développer une agriculture et un élevage intensifs aux effets économiques, sociaux et écologiques dévastateurs.

L'UE, le FMI, la Banque mondiale, l'International Crisis Group... exhortent le gouvernement à achever la longue et chaotique transition à l'économie de marché : privatisations, convertibilité du dinar, endettement extérieur, arrêt des transferts sociaux, révision du code du Travail...

Sur le plan politique, les impérialistes demandent au pouvoir d'installer des centres de rétention pour migrants, d'associer l'Algérie au remodelage de l'ordre impérialiste régional en crise (Libye, Mali...), de lâcher le Front Polisario, de cautionner la criminelle agression saoudienne au Yémen...

La crise du régime s'approfondit

A la crise de représentation (abstention massive aux élections), aux dénonciations dans les stades et sur les réseaux sociaux, à l'émigration massive légale ou non (harga) et aux grèves et protestations ouvrières et populaires s'ajoute, désormais, une lutte ouverte au cœur des appareils du régime

(APN, FLN, gouvernement...) : nomination puis limogeage du Premier ministre Abdelmadjid Tebboune ; affaires Kamel Chikhi (trafic de cocaïne, scandales immobiliers, corruption...) impliquant des magistrats, des fonctionnaires, des militaires et affairistes ; limogeage du DGSN Abdelghani Hamel ; remplacement de hauts gradés de l'ANP ; incarcération et inculpation de cinq généraux-majors et d'un colonel libérés depuis, abandon des charges retenues contre eux et levée de l'interdiction de sortie du territoire national les frappant ; destitution illégale du président de l'APN Saïd Bouhadja et « désignation » illégale de son successeur Mouad Bouchareb ; violente critique du Premier ministre et chef du RND Ahmed Ouyahia par son ministre de la Justice Tayeb Louh, membre important du FLN allié du RND ; arrestations abusives de journalistes, facebookers... puis libération de certains d'entre eux ; éviction et remplacement du SG du FLN Djamel Ould Abbes, dissolution de toutes les instances organiques et parachutage d'un directoire chargé de préparer le congrès du parti...

Les dirigeants ne respectent même plus leur légalité. Ouyahia proclame cyniquement que « la force prime la Constitution ». A l'approche de la présidentielle, il n'y a pas de consensus sur la reconduction ou non de Bouteflika ou sur le choix de son successeur.

La marge de manœuvre du pouvoir se rétrécit

Les réserves de change s'amenuisent (80 milliards de dollars fin 2018, 62 mrds fin 2019 et 33 mrds fin 2020), la balance commerciale et la balance des services restent déficitaires, la production industrielle chute, les exportations hors-hydrocarbures stagnent, la dépendance alimentaire se maintient... La politique libérale enfonce le pays dans la crise.

Ses effets sociaux sont désastreux. Le chômage touche 11,7% de la population active et culmine à 28,3% chez les jeunes (16 à 24 ans). Les diplômés ne trouvent pas de débouchés alors que 43% des salariés ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale. Le pouvoir d'achat des travailleurs, chômeurs, paysans sans terres et paysans pauvres, petits artisans et commerçants... chute sous le triple effet de la hausse des prix, de la dépréciation du dinar et d'une stagnation des salaires et des pensions. La réduction de l'engagement de l'Etat dans l'éducation et la santé sanctionne lourdement les classes déshéritées. Le pouvoir remet en cause ce qui reste de l'Etat social.

Cette politique favorise en revanche les classes dominantes (capitalistes algériens et étrangers, propriétaires terriens, importateurs, gros commerçants, hautes professions libérales...) qui profitent de l'illégitime dépossession du peuple algérien (privatisation, « partenariat » public-privé...), et de l'aide généreuse que le pouvoir leur accorde. Les multinationales qui se vantent d'exporter des engrais ou du ciment (Fertial, Lafarge...) sans dire qu'elles le font grâce au gaz subventionné par l'Etat. Le ciment est exporté à moitié prix et Sonelgaz connaît un déficit de 23 mrds de dollars !

Le patronat exploite durement les travailleurs. Nombreux sont victimes d'accidents du travail. Mal payés, les patrons leur imposent des contrats à durée déterminée (CDD) et leur refusent le droit de constituer des sections syndicales.

La politique du pouvoir polarise la société avec, en haut, une bourgeoisie avide et, en bas, la paupérisation d'une grande partie du peuple. Face à la légitime révolte des masses, la seule réponse du pouvoir est la répression : recours à la Justice pour entraver le droit de grève, transformation du Code du Travail en Code du Capital, arrestations arbitraires de fonctionnaires, de bloggeurs et de journalistes, interdiction des manifestations et interpellation de militants, tabassage des supporters de football... Les patrons du privé et du public s'attaquent directement aux syndicalistes : Sonelgaz, Air Algérie, *Liberté*, Cevital... Le pouvoir défend de plus en plus clairement les intérêts des classes dominantes compradore qui constituent le véritable Cheval de Troie de l'impérialisme.

Le pouvoir doit choisir : avec ou contre l'impérialisme

Il est vrai que le pouvoir ne s'aligne pas sur l'impérialisme, mais il ne conteste plus sa domination et cherche à entretenir de bons rapports avec tout le monde. Il accueille en « frère » Mohammed Ben Salmane, le chef du criminel régime saoudien. Or, on ne peut être à la fois le frère du peuple yéménite et le frère de ses bourreaux, le frère du peuple palestinien colonisé et expulsé de sa terre et le frère de l'allié d'Israël et des USA...

Le pouvoir n'est pas aligné sur l'impérialisme. Mais son refus de contester l'ordre mondial et d'affronter économiquement, financièrement, politiquement et diplomatiquement l'impérialisme l'empêche de préserver la souveraineté des Etats et des peuples du monde, d'édifier une économie nationale indépendante dans notre pays, de répondre aux besoins et aspirations des masses populaires et d'entraver la montée en puissance d'une bourgeoisie compradore qui finira par s'emparer des appareils d'Etat et d'aligner totalement l'Algérie sur l'impérialisme. Toute sa politique sape les bases du « front interne » dont il se prétend le défenseur et le garant.

L'obsession présidentielle, expression des contradictions et limites de la bourgeoisie algérienne

A quatre mois de la présidentielle, la question de la succession obsède le camp du pouvoir libéral autoritaire (Alliance présidentielle, Front populaire, médias publics et privés du pouvoir) et celui de l'opposition « démocrate » ultralibérale (partis d'opposition, Mouwatana, médias privés d'opposition...). Cette obsession rythme les affrontements politiques entre les deux camps.

Le pouvoir joue la carte du *statu quo* car la présidence assure la stabilité du régime et la satisfaction des intérêts de toutes ses clientèles. Qu'il soit conservé par Bouteflika ou qu'il revienne à un éventuel successeur, il ne peut se résoudre à lâcher ce poste de commandement.

Dépourvue d'ancrage populaire, l'opposition « démocrate » ultralibérale a conscience que son salut politique ne peut venir que d'en haut, par un coup de pouce de l'armée comme le demandent Djilali Sofiane ou Abderrazak Makri. Elle ne cherche pas à conquérir le pouvoir mais à être cooptée.

Pouvoir libéral autoritaire et opposition « démocrate » ultralibérale ont tous deux besoin d'un Etat autoritaire car leur politique économique brise le consensus social. Incapables d'asseoir leur hégémonie sur les masses, ils ne peuvent accéder ou se maintenir au pouvoir que par le haut, sans intervention populaire dangereuse pour les intérêts qu'ils défendent. Ce sont les contradictions et limites historiques du capitalisme algérien qui empêchent ses représentants politiques de dominer démocratiquement. L'arbitraire constitue une nécessité historique pour les classes dominantes.

Mais pouvoir libéral autoritaire et opposition « démocrate » ultralibérale divergent sur l'ampleur et le rythme d'intégration du capitalisme algérien à l'économie mondiale et d'adhésion de l'Etat algérien à l'ordre impérialiste. Alors que le pouvoir prend en compte les résistances sociales et politiques émanant des classes populaires, l'opposition « démocrate » ultralibérale se prononce pour un brutal passage en force : arrêt des transferts sociaux, recours à l'endettement extérieur, privatisation de tous les secteurs économiques y compris au capital étranger, convertibilité du dinar...

Aujourd'hui, le rapport de forces est favorable au pouvoir, mais cela pourrait changer en cas de crise ouverte car une partie du régime partage les positions de l'opposition « démocrate » ultralibérale.

En attendant, la lutte entre le pouvoir libéral autoritaire et l'opposition « démocrate » ultralibérale s'exprime par l'affrontement politique de deux oligarques : Issad Rebrab et Ali Haddad.

Ni Rebrab ni Haddad : Les travailleurs doivent arracher leur indépendance de classe pour porter une alternative anti-impérialiste, démocratique et sociale

Rebrab et Haddad représentent deux solutions profondément contraires aux intérêts des travailleurs et des masses populaires. Chacun de ces deux oligarques cherche à embrigader la classe ouvrière sous sa bannière. Dans son Comité de soutien aux investisseurs pour le patron de Cevital. Par le biais de la direction bureaucratique anti-ouvrière de l'UGTA alliée du FCE pour Haddad.

Les travailleurs doivent refuser ces deux fausses solutions. Ils doivent arracher leur indépendance de classe en reconstruisant leurs propres organisations syndicale et politique. Il leur faut pour cela contester la direction de l'UGTA et donner un caractère de classe affirmé aux syndicats autonomes.

Les travailleurs doivent prendre la tête des masses populaires en avançant leur propre alternative basée sur le refus de l'ordre impérialiste mondial profondément injuste, la remise en cause de la politique libérale antipopulaire en faveur du patronat algérien et des multinationales et le recours à la libre expression de la souveraineté populaire par l'élection d'une Assemblée constituante.

Cette alternative ne sera pas octroyée mais arrachée par la mobilisation populaire.

Pour faire triompher cette alternative, le PST appelle tous ceux et celles qui partagent sa démarche à la mettre en œuvre.

Le Secrétariat National du PST

9 décembre 2018
